

Afrique du Sud

Le sacrifice des 45 mineurs de Marikana ne doit pas être en vain !

Solidarité avec les mineurs sud africains !

À bas l'alliance bourgeoise tripartites ANC SACP COSATU ! Pour un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres !

Le 16 août 2012, la police sud africaine a perpétré un massacre parmi les travailleurs en grève de la mine de Marikana du groupe britannique Lonmin, le troisième producteur de platine du monde. On compte 45 morts massacrés au pistolet et à la mitraillette par les policiers.

La responsabilité de ce massacre, outre les capitalistes de la mine, repose sur leurs agents politiques, l'alliance au gouvernement de l'ANC (Congrès national africain), du SACP (Parti communiste sud africain) et du COSATU (Congrès des syndicats sud africains).

Le massacre s'est produit le sixième jour d'une grève pour obtenir un relèvement du salaire mensuel de 40 000 rands (environ 390 euros) à 12 500 rands. En comparaison, les cadres de l'économie sud africaine gagnent en moyenne entre 106 000 et 640 000 rands, les dirigeants des entreprises minières jusqu'à 4,9 millions de rands.

La répression contre la vague montante de luttes ouvrières en Afrique du Sud a atteint un triste sommet sanglant. Depuis 1994, avec la fin du régime haï de l'apartheid, les travailleurs sud africains avaient dû faire l'amère expérience que l'accession au pouvoir de la direction nationaliste petite-bourgeoise de l'ANC, avec l'appui des « communistes » du SACP partisan de la collaboration de classe et de la confédération syndicale qu'ils contrôlent n'avait rien changé à leur situation misérable. Le SACP, représenté par des ministres dans tous les gouvernements successifs, a collaboré loyalement au renforcement et à la défense de l'ordre capitaliste d'exploitation.

Les salaires en Afrique du Sud sont si bas que beaucoup de travailleurs se trouvent aspirés dans une spirale d'endettement sans fin parce que leurs revenus ne leur permettent ni logement, ni soins médicaux, ni instruction de leurs enfants. Même ce bas niveau de salaire est remis en cause par les capitalistes qui font appel à des travailleurs intérimaires qui perçoivent des salaires inférieurs de 60 % à ceux des travailleurs fixes et qui n'ont droit à aucune prestation sociale.

Tandis que le président Jacob Zuma (actuel dirigeant de l'ANC) et les chefs du SACP et du COSATU ne cessent de promettre des réformes, la situation réelle des travailleurs salariés et des chômeurs ne cesse de se détériorer alors que les dirigeants de l'ANC ne cessent de s'enrichir sans vergogne comme le fils du président Duduzane ou l'ancien conseiller économique du président Ngasheng en possédant des firmes d'intérim.

La bureaucratie du COSATU ne proteste que lorsque monte la pression dans les entreprises ou lorsque surgissent de nouveaux syndicats concurrents, comme c'est le cas dans la mine de Marikana. La direction du syndicat traditionnel des mineurs NUM (COSATU) se voit défiée par de nouveaux syndicats comme l'AMCU à cause de l'attitude du NUM qui s'est placé ouvertement au côté des entrepreneurs lors d'une grève en mars dans les mines de platine de Rustenburg. Il est caractéristique que la direction du COSATU, dans son premier communiqué après le massacre de Marikana, non seulement a minimisé le nombre des victimes, mais a consacré plus de place à polémiquer contre le syndicat NATAWU à qui est attribuée la responsabilité des « heurts » qu'à condamner la violence policière.

En ces heures décisives, il est de notre devoir d'initier la solidarité la plus large possible avec les camarades sud-africains.

Nous exigeons de l'OGB (Confédération autrichienne des syndicats) et de la PROGE (Fédération de l'industrie) qu'ils se solidarisent avec nos camarades d'Afrique du Sud et condamnent le massacre de Marikana.

L'Afrique du Sud peut paraître très éloignée, mais les méthodes des capitalistes pour augmenter leurs profits sont les mêmes à l'échelle mondiale : précarisation, remise en cause des conventions collectives, recours à l'intérim sont aussi utilisés chez nous. Cet exemple prouve que les ouvriers ont besoin de syndicats combattifs qui ne sont obligés qu'envers leurs membres et non pas soumis à de quelconques « intérêts nationaux ». Pour cela, il est nécessaire de chasser des syndicats les bureaucrates qui trahissent et vendent les intérêts des travailleurs. Mais cela ne peut réussir que si nous traçons une alternative au système capitaliste avec un programme socialiste clair qui vaille la peine de combattre pour lui. Ce programme doit être le programme du nouveau parti ouvrier évolutionnaire et de la nouvelle internationale révolutionnaire.

Gruppe Klassenkampf, section autrichienne du Collectif Révolution Permanente